



LDC5
5TH UNITED NATIONS
CONFERENCE ON THE
LEAST DEVELOPED COUNTRIES

Table ronde thématique de haut niveau 1

Investir dans les populations des pays les moins avancés pour ne laisser personne de côté

Mars 5, 2023

Doha time: 14h00 - 17h00

Thematic Roundtables Hall

Note d'orientation

#LDC5

Contexte

Investir dans les populations des PMA pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte implique de soutenir leur droit à réaliser leur potentiel en tant que citoyens, à contribuer à leur société et à profiter des opportunités de mener la vie qu'ils désirent. Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies a placé le développement humain au centre de sa mission. L'article 55 de la Charte énonce l'objectif de parvenir "au relèvement des niveaux de vie, au plein emploi et à des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social". Le programme de développement durable à l'horizon 2030 a renouvelé cet engagement avec le principe primordial de ne laisser personne de côté. Le principe d'égalité entre les nations et les peuples justifie la nécessité de donner la priorité aux besoins uniques des PMA dans les efforts internationaux visant à promouvoir l'égalité et les opportunités.

La promesse du développement humain est la pierre angulaire des efforts internationaux visant à aider les PMA à surmonter leurs contraintes structurelles, et les États membres l'ont fermement ancrée dans le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés. Le succès du programme de développement des Nations Unies réside dans la traduction de cette promesse en réalité dans les PMA.

Récupération du COVID-19

La part des pauvres dans les PMA par rapport au monde était déjà en augmentation avant la pandémie. Les estimations pour 2018 montrent que les 334 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans les PMA représentaient 46,3 % de toutes les personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde. L'impact du COVID-19, en plus des effets cumulés du changement climatique et des conflits, pose un sérieux défi aux efforts de réduction de la pauvreté dans les PMA.

Les systèmes de santé des PMA souffrent d'un sous-financement chronique et peinent à assurer les interventions essentielles de santé publique. Les mesures prises pour limiter la propagation de l'épidémie et l'impact économique qui en découle nuisent à l'activité économique et ont un impact négatif durable sur la structure économique, frappant les travailleurs et les petites et moyennes entreprises opérant dans l'économie informelle.

Outre la perte de revenus, l'adoption de stratégies d'adaptation par les plus pauvres a des répercussions négatives sur diverses dimensions du développement humain. Les populations vulnérables dont les sources de revenus sont limitées ont recours à des apports caloriques plus abordables. Elles sont obligées de remplacer des aliments riches en micronutriments et en vitamines par des aliments plus caloriques, ce qui aggrave la sous-alimentation. Les possibilités d'apprentissage à distance pour les élèves touchés par les confinements ont été limitées dans les PMA, où les écoles des zones les plus pauvres ne disposent que d'infrastructures et d'équipements minimaux. Les filles ont pris du retard ou ne sont pas retournées à l'école après des confinements prolongés, et des rapports font état d'une augmentation de la violence à l'égard des femmes dans le monde entier. Les caractéristiques structurelles sous-jacentes qui limitent la capacité des PMA à promouvoir le développement durable amplifient également l'impact dévastateur de la pandémie.

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles

La réduction de l'écart entre les opportunités économiques des hommes et des femmes, la promotion de la participation politique, l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes, la garantie du

droit à la santé sexuelle et reproductive et l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sont ancrées dans les valeurs fondamentales des Nations Unies et constituent des objectifs importants en soi. Le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés reconnaît les obstacles auxquels les femmes et les filles sont encore confrontées, comme le manque d'accès à une éducation inclusive et de qualité et aux compétences numériques. L'autonomisation des femmes et des filles peut conduire à des gains sociétaux importants. Les pays qui ont connu l'intégration des femmes dans l'emploi formel ont vu une augmentation de la production économique et de la prospérité. Pour les PMA, la réalisation des ODD et des autres objectifs de développement adoptés au niveau international passe par l'autonomisation des femmes et des filles dans toutes les sphères sociales, économiques et politiques.

Investir dans la jeunesse

Les projections démographiques actuelles indiquent que d'ici 2030, un jeune sur cinq dans le monde sera né dans un PMA. L'accès à des compétences, à une formation et à une éducation de qualité est essentiel pour contribuer à la satisfaction des besoins humains fondamentaux qui élargissent les capacités et l'aptitude de l'individu à participer en tant que membre à part entière de la société. L'accès aux possibilités d'éducation constitue un aspect essentiel de la transformation structurelle dans les PMA, qui est devenu encore plus pertinent avec l'essor de l'économie numérique. La promotion de l'esprit d'entreprise, en particulier dans le secteur des services, et la mise à profit des possibilités offertes par l'économie numérique et les mesures de soutien à l'esprit d'entreprise nécessitent un soutien et des ressources accrues.

Éducation

Avant la pandémie, les PMA atteignaient des taux de scolarisation plus élevés au niveau primaire. Cependant, des défis subsistent. En 2019, 16,2% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire n'étaient pas scolarisés dans les PMA. L'accès à une éducation de qualité est nécessaire pour promouvoir de meilleurs résultats en matière de développement humain et constitue un facteur crucial pour remédier aux limites à long terme empêchant la croissance économique par des activités à plus forte valeur ajoutée. La prochaine étape pour soutenir les efforts des PMA visant à offrir un avenir à leur jeunesse requiert une attention accrue à l'augmentation des possibilités de formation et à l'acquisition de compétences pour les enseignants à tous les niveaux, ainsi qu'un meilleur accès à l'électricité, à une connectivité Internet adéquate et à des équipements tels que des ordinateurs personnels.

Les taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire et supérieur restent obstinément bas. Faciliter l'accès à l'enseignement secondaire et tertiaire est essentiel pour créer une main-d'œuvre qualifiée soutenant une croissance plus élevée et plus inclusive. Pour les femmes et les filles, une plus grande participation à la vie politique et économique commence par l'accès à l'enseignement supérieur. La part des filles non scolarisées dans l'enseignement primaire était de 17,89 % en 2019 dans les PMA, soit près du double de la moyenne mondiale de 8,96 %, ce qui appelle à redoubler d'efforts pour que toutes les filles aient un accès égal aux possibilités d'éducation aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire.

Le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés a reconnu ces défis et inclut des cibles, des engagements et de résultats concrets pour les relever. Le programme d'action a confié au Secrétaire général de l'ONU le mandat d'entreprendre une étude de faisabilité en vue de la création d'une

université en ligne pour soutenir l'enseignement universitaire en ligne de deuxième et troisième cycles dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques.

Protection sociale universelle

La pandémie de COVID-19 a montré l'importance des systèmes de protection sociale. Les instruments utilisés dans les économies avancées pour limiter la propagation du COVID-19 par des mesures de confinement et de réduction de la mobilité ont été possibles grâce à de solides filets de sécurité sociale existants ou mis en place par le biais d'importants programmes d'aide publique. Les PMA ne disposent pas d'une réponse publique globale de la même ampleur. Les niveaux de protection sociale sont plus faibles dans les PMA que dans les autres pays en développement, et seule une faible proportion des personnes vivant dans l'extrême pauvreté peut accéder à la protection sociale. Les programmes existants sont sous-financés et fournissent un soutien limité qui ne couvre pas les besoins des personnes touchées. Le poids du secteur informel dans les économies des PMA, qui constitue la source de la majorité des emplois, limite l'expansion des filets de sécurité sociale. Si, à court terme, l'accent doit être mis sur l'aide aux PMA pour faire face aux effets les plus immédiats de la pandémie, les aider à étendre les programmes de protection sociale peut contribuer à apporter la stabilité et à renforcer la résilience des communautés vulnérables à moyen et long terme. Les niveaux de protection sociale requis pour mettre fin à la pauvreté dans les PMA ne peuvent être atteints par la seule mobilisation des ressources nationales, mais nécessitent un soutien extérieur durable et prévisible.

Faim et malnutrition

Avec des prix alimentaires record en 2021 qui pourraient encore augmenter en raison du conflit armé en Ukraine et des crises en cascade de la pandémie du COVID-19 et du changement climatique, la faim risque de s'aggraver encore dans les années à venir. Malgré l'engagement de la communauté internationale à favoriser la sécurité alimentaire, la bonne nutrition et l'agriculture durable, comme en témoignent les ODD et le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté reste très élevé. L'écart de pauvreté entre les PMA et le reste du monde se creuse également.

La moitié des PMA ont connu des urgences alimentaires pendant au moins 13 années consécutives au cours des 42 années allant de 1981 à 2022. Parmi ces pays, 10 ont connu une urgence alimentaire continue pendant au moins 22 ans. La situation est particulièrement grave en Afrique subsaharienne, où se trouvent 33 des 46 PMA.

L'insécurité alimentaire grave, la malnutrition et l'impact des urgences alimentaires mettent en péril la réalisation des ODD par les PMA, en particulier les ODD1 et ODD2. Des actions coordonnées sont nécessaires pour aider les PMA d'Asie et d'Afrique à éviter de nouvelles conséquences catastrophiques. Le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés a reconnu la nécessité de faire face aux graves insécurités alimentaires dans les PMA et a lancé un processus visant à établir un système de stockage spécifique pour les PMA. Le Secrétaire général des Nations Unies a déjà préparé un rapport sur ce mécanisme.

Un large éventail de mesures peut contribuer à améliorer la sécurité alimentaire dans les PMA, notamment en augmentant la productivité et en réduisant les pertes après récolte. L'investissement dans l'agriculture doit augmenter, notamment pour les intrants nécessaires à l'augmentation du rendement, tels que l'irrigation, les engrais chimiques et les semences améliorées, ainsi que pour le stockage et le transport local. Ces mesures devraient être complétées par la constitution de stocks alimentaires et par des moyens alternatifs pour faire face aux urgences alimentaires dans les PMA.

Promouvoir la santé et le bien-être

La mortalité maternelle élevée dans les PMA reflète les difficultés à fournir des services de santé de qualité aux groupes vulnérables. L'accès à des professionnels, à des médicaments et à une hygiène de base peut réduire considérablement la mortalité maternelle. En outre, la prévention des grossesses précoces peut réduire la mortalité maternelle, car les complications de la grossesse et de l'accouchement sont plus nombreuses chez les adolescentes.

Malgré des progrès significatifs, le bilan humain causé par le taux de mortalité infantile reste disproportionné, à 44,8 pour 1000 naissances vivantes, soit 62% de plus que la moyenne mondiale de 28,2. En 2019, 1,4 million d'enfants sont décédés avant d'atteindre l'âge d'un an dans les PMA, souvent à cause de maladies évitables ou traitables, comme la pneumonie, la diarrhée et le paludisme. La réduction de la mortalité infantile peut être obtenue en mettant en place des interventions préventives et curatives qui ciblent les principales causes de décès par âge et les populations les plus vulnérables. Cela implique l'accès à la vaccination pour prévenir les maladies infectieuses, une meilleure nutrition et l'amélioration des services de santé².

L'accès à la santé sexuelle et reproductive est essentiel pour atteindre les ODD, les objectifs du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, et d'autres objectifs adoptés au niveau international. Répondre aux besoins en matière de contraception moderne et de services de santé sexuelle et reproductive et garantir des soins de santé sexuelle et reproductive de la meilleure qualité, fondés sur des preuves scientifiques et mis à la disposition de tous, est essentiel pour réduire la pauvreté et atteindre les ODD dans les PMA.

Les maladies non transmissibles sont responsables d'une grande partie des décès dans le monde. Elles comprennent les maladies cardiovasculaires, le cancer, les maladies respiratoires et le diabète. Les PMA ont besoin de plus de ressources pour renforcer leurs systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale afin de faire face à la double charge de morbidité résultant d'une mortalité maternelle élevée ou de niveaux élevés de sous-alimentation avec une augmentation simultanée de l'obésité, du diabète et d'autres maladies plus courantes dans les pays plus développés.

COVID-19 a mis en évidence l'interconnexion de tous les individus, indépendamment de leur position, de leur situation géographique, de leur nationalité ou de leurs croyances. Le déploiement des campagnes de vaccination dans le monde a également mis en évidence les inégalités entre les groupes de pays, comme l'illustre le faible nombre de vaccins administrés dans les PMA. Soutenir la production de vaccins ou de fournitures et d'équipements médicaux essentiels dans les PMA devrait être une composante essentielle de la réponse mondiale contre COVID-19 et contre toute autre pandémie future. Les pays qui possèdent déjà les capacités nécessaires pour produire des vaccins devraient avoir accès aux technologies pertinentes. À moyen terme, les pays qui ne possèdent pas les capacités nécessaires pour produire des vaccins ou des

équipements médicaux essentiels devraient être soutenus pour les développer au niveau national ou de concert avec des partenaires au niveau régional.

Eau, assainissement et hygiène

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base est lié aux dimensions du développement humain et du bien-être. Les maladies évitables telles que la diarrhée résultent d'un accès insuffisant à une source d'eau potable. Une hygiène régulière est l'un des outils essentiels pour prévenir les maladies contagieuses telles que le COVID-19. Dans les PMA, 35,5% de la population n'a pas accès aux services de base d'eau potable, contre 10,4% dans le monde. Plus frappant encore, 65,25% de la population n'utilisait pas de services d'eau potable gérés de manière sûre en 2017. La situation est pire dans les zones rurales, où 73,84% de la population n'utilisait pas une eau potable gérée de manière sûre, et 72,35% n'avait pas accès à des installations de base pour le lavage des mains sur place.

Questions directrices : Les orateurs, les panélistes et les participants, lorsqu'ils interviennent, doivent être guidés par les cinq questions pertinentes suivantes :

1. Quelles actions des différentes parties prenantes pourraient contribuer à l'éradication de la pauvreté dans les PMA? Comment le système de stockage des aliments envisagé dans le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés peut-il contribuer à réduire la faim?
2. Comment promouvoir la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans les PMA ? Quelles sont les stratégies efficaces pour améliorer la participation des femmes à la vie économique et politique?
3. Comment améliorer les possibilités d'emploi pour les jeunes dans les PMA ? Comment peut-on tirer parti des jeunes pour maximiser l'impact du dividende démographique dans les PMA ? Quel rôle peut jouer à cet égard l'université en ligne envisagée dans le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés?
4. Comment les programmes de protection sociale peuvent-ils être conçus et étendus de manière durable pour atteindre les personnes les plus vulnérables et marginalisées?
5. Comment renforcer les systèmes nationaux dans les PMA pour obtenir de meilleurs résultats en matière d'éducation, de santé, d'assainissement, d'accès à l'eau potable et d'hygiène? Comment les institutions soutenues dans les PMA peuvent-elles assurer une meilleure responsabilité et une plus grande transparence ?